

A l'attention de nos représentants à la Chambre des députés

Les dangers de la définition de l'antisémitisme de l'IHRA

Un projet de motion rédigé par le député Laurent Mosar demande au Gouvernement luxembourgeois d'adopter la [« définition de travail »](#) très controversée de l'antisémitisme que la *International Holocaust Remembrance Alliance* a fait sienne en 2016. Le CPJPO estime que cette définition et tout particulièrement les exemples qui l'accompagnent représentent une menace tant pour la liberté d'expression que pour une lutte efficace contre l'antisémitisme réel.

Après de premières tentatives échouées dans les années 2000 (auprès de l'EUMC¹ p. ex.), le lobby israélien² a en effet réussi à faire adopter par l'IHRA en mai 2016 une définition de l'antisémitisme amalgamant délibérément celui-ci à la critique d'Israël.

Présentée comme « non contraignante sur le plan juridique », elle est particulièrement mal formulée et très vague, faisant de l'antisémitisme « une certaine perception des juifs, qui peut être exprimée comme de la haine envers les juifs »³. Des juristes renommés spécialistes du droit international en ont fait une [critique juridique détaillée](#)⁴.

La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations ne se divise pas, elle ne peut pas devenir l'otage de groupes de pression qui veulent faire taire toute critique contre la politique de l'État d'Israël. Au-delà de notre liberté d'expression, c'est l'efficacité du combat antiraciste qui est en jeu.

S'il ne s'agissait que de ce bref texte, aussi flou et dénué de valeur juridique qu'il soit, les dommages seraient limités. Or le communiqué de presse publié par l'IHRA en mai 2016 ajoute : « Pour guider l'IHRA dans son travail, les exemples suivants peuvent servir d'illustration. » Jamais adoptés formellement par les États membres de l'IHRA (comme l'a confirmé son Office permanent à Berlin), lesdits exemples visent pour la plupart à supprimer les critiques de l'État d'Israël à l'égard de sa politique de colonisation illégale et de la violation des droits fondamentaux du peuple palestinien.

L'auteur de la motion sait bien qu'il y a une ambiguïté sur ce que recouvre la définition (la seule phrase ou les exemples y compris ?) ; c'est pourquoi il précise à la fin que le Gouvernement devrait « respecter l'esprit et la lettre de l'intégralité du document de l'IHRA en question ». Ce qu'Israël n'a pas réussi à imposer aux 31 États membres de l'IHRA, Israël tente de le faire via les adoptions au niveau national. Il est à noter que la résolution⁵ du Parlement européen à laquelle se réfère la motion n'inclut pas les exemples mais la seule définition.

Nous avons affaire ici à un outil de propagande et d'intimidation. Ce qui importe pour les inconditionnels de la politique israélienne, ce n'est pas d'avoir raison sur le plan juridique, c'est d'insuffler le doute et la crainte d'être traité d'antisémite, de provoquer des discussions à n'en plus

¹ *European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia*

² Au départ le lobby de la droite colonialiste israélienne *Jerusalem Center for Public Affairs*

³ Dans le texte original : "Antisemitism is a certain perception of Jews, which may be expressed as hatred toward Jews. Rhetorical and physical manifestations of antisemitism are directed toward Jewish or non-Jewish individuals and/or their property, toward Jewish community institutions and religious facilities."

⁴ Voir l'analyse de [Hugh Tomlinson](#) de mars 2017 et celle de [François Dubuisson](#) déjà en 2006.

⁵ Qui n'a été votée ni par les députés de gauche et écologistes (GUE - NGL et Verts - ALE) ni par Mady Delvaux, qui faisant preuve de courage politique a voté contre son groupe ce jour-là.

finir, de bloquer toute initiative... et de ruiner la réputation de quiconque ne s'y plierait pas. [Le CPJPO et sa présidente en savent quelque chose.](#)

Les dégâts sont déjà visibles au Royaume-Uni et en Allemagne, avec l'interdiction de nombreuses réunions publiques et une véritable chasse aux sorcières. Dans ce dernier pays, l'absurde a mené à l'innommable : des juifs allemands et israéliens de la *Jüdische Stimme für einen gerechten Frieden in Nahost* accusés d'antisémitisme... Le délit d'opinion ne connaît pas de religion.

*"Nous sommes aujourd'hui face à un pouvoir et des organisations politiques extrêmement cyniques, qui utilisent les juifs sans aucun scrupule au service de leur agenda politique. Pareille manipulation renforce bien entendu l'antisémitisme, qui viendra à son tour renforcer cette logique perverse et donnera de nouveau l'occasion à la classe politique de manipuler l'antisémitisme. C'est infernal."
(Michèle Sibony, UJFP (Union Juive Française pour la Paix))*

Le fait que plusieurs institutions et plusieurs États aient adopté tout ou partie de la définition témoigne de l'efficacité du lobby israélien et non du bien-fondé de la définition et de ses exemples. Le conformisme n'a jamais été un gage de justice. A noter qu'en France la Commission nationale consultative des droits de l'homme a émis un avis défavorable⁶ (pages 15/16 du rapport) à l'adoption de la définition de l'IHRA pour deux raisons : définir chaque type de racisme est contraire à la tradition juridique française, et, tout en restant vigilant, il faut se garder de toute instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme.

Céder à l'instrumentalisation par Israël de la lutte contre l'antisémitisme, c'est effectivement prendre le risque d'un retour du bâton car les jeux d'influence d'Israël, qui s'affirme comme l'État Nation du peuple juif ([loi fondamentale adoptée en juillet 2018](#)), ne font que renforcer de vieux préjugés antisémites. Nous avons besoin de pédagogie, de clarté, de consensus et d'union dans la lutte contre l'antisémitisme et toutes les formes de racisme, certainement pas de confusion et d'atteinte à la liberté d'expression et d'information telle que garantie par la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne.

- **C'est pourquoi nous vous demandons soit de rejeter cette motion, soit de l'amender en supprimant les passages suivants :**

- *Considérant que le document en question précise aussi que l'État d'Israël, perçu comme une collectivité juive, peut aussi être la cible de ces attaques*
- *Rappelant que le document cite également la négation du droit d'Israël d'exister dans le sens que l'existence d'Israël est une entreprise raciste*
- *considérant que le discours remarqué du Président de la République française, Monsieur Emmanuel Macron, lors du dîner du CRIF de février 2019 constitue de fait un « endossement de la définition » par la France⁷,*
- *à respecter de surcroît l'esprit et la lettre de l'intégralité du document de l'IHRA en question*

⁶ <https://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/184000156.pdf>

⁷ Discours dans lequel le Président Macron assimile antisémitisme et antisionisme, pour la plus grande satisfaction de son ami de « Bibi » Netanyahu comme il l'avait déjà fait en juillet 2017

- **Et en précisant expressément :**

Invite le Gouvernement

- à suivre l'exemple de la Roumanie, etc. et de faire sienne la définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA **sans les exemples** cités dans le communiqué de presse de l'IHRA de 2016.

Le Conseil d'administration du CPJPO

Pour aller plus loin

- Tribune adressée à Macron, signée par 400 intellectuels et citoyens français

[L'antisionisme est une opinion, pas un crime](#)

- Shlomo Sand, historien israélien

[À propos des sémites et des antisémites, des sionistes et des antisionistes](#)

- Rony Brauman, ancien président MSF

[Les déclarations d'Emmanuel Macron « nourrissent et amplifient l'antisémitisme »](#)

- NachDenkSeiten

[Kampagne gegen Antisemitismus wird vermutlich Antisemitismus stärken](#)

- *Bank für Sozialwirtschaft* says it will conduct a 'scientific review'

[German bank to determine whether Jewish peace group is anti-Semitic](#)

- Le cinéaste anglais Mike Leigh: "It exposes with chilling accuracy the terrifying threat that now confronts democracy."

[Watch the film Labour MPs didn't want you to see \(Witchhunt\)](#)

- Jews & friends who say antizionism is NOT antisemitism

[Free Speech on Israel](#)

- Jewish Voice for Peace

[First-ever: 40+ Jewish groups worldwide oppose equating antisemitism with criticism of Israel](#)